

CONVENTION DE PARTENARIAT 2015 ENTRE LA COVE ET L'ASSOCIATION AERE

Entre :

La Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin représentée par Francis ADOLPHE, Président et désignée sous le terme « administration »,

Et

L'Association pour les Energies Renouvelables et l'Ecologie (AERE), Association loi de 1901, dont le siège social est : impasse Marin la Meslée 84400 APT, représentée par Pierre CHENET Président et désignée sous le terme « association ».

Il est, préalablement à la convention objet des présentes, exposé ce qui suit :

EXPOSE

Dans le cadre du PLEE (Plan Local Energie Environnement) de la CoVe, en 2007, la CoVe a œuvré afin de créer sur son territoire un **EIE** (Espace Info Energie) comme exposé dans le programme national d'amélioration de l'efficacité énergétique, présenté par le gouvernement français le 6 décembre 2000. Ces EIE oeuvrent dans le domaine de l'utilisation rationnelle de l'énergie et du recours aux énergies renouvelables, à destination des particuliers, des petites entreprises et des collectivités locales.

Le PCET (Plan Climat Energie Territorial) qui a fait suite au PLEE s'appuie aujourd'hui sur l'EIE pour associer les habitants dans les objectifs de lutte contre le changement climatique, notamment au travers des travaux de rénovation, d'isolation ou l'installation d'un mode de chauffage plus performant.

CONVENTION

Article 1^{er} – Objet de la convention annuelle

Par la présente convention, l'association s'engage à réaliser le programme d'actions dont le contenu est précisé en annexe, et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution. Ce programme est défini conjointement entre l'association et la CoVe avant présentation aux différents partenaires financiers.

Pour sa part, la CoVe s'engage, à soutenir l'association selon les modalités prévues à l'article 4.

Article 2 – Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter du 1^{er} janvier 2015 et prendra fin au 31 décembre 2015.

Article 3 – Modalités d'exécution de la convention annuelle

Des annexes à la présente convention précisent :

- Les programmes d'actions ;
- Le budget prévisionnel global/an ainsi que les moyens affectés à sa réalisation. Cette annexe détaille les autres financements attendus en distinguant les apports de l'Etat, ceux des collectivités territoriales, des établissements publics, des fonds communautaires, les ressources propres, etc ;
- Les moyens d'évaluation.

Article 4 – Montant de la subvention et conditions de paiement

Pendant toute la durée de la convention, l'association bénéficiera de la part de la CoVe de contributions non financières, mais estimées dans le budget de fonctionnement :

- la mise à disposition d'un bureau dans les locaux (électricité, chauffage, climatisation, connexion Internet, eau, assurance...) et des équipements affectés (photocopieuses...) situés dans l'Hôtel de la CoVe,
- l'entretien de ces locaux.

La mise à disposition des locaux et services par la CoVe est évaluée 3 050 €/an.

Par ailleurs, l'association bénéficiera d'une subvention de fonctionnement qui s'établira à 7 110 €/an.

Le budget prévisionnel de l'association sera présenté au plus tard le 31 janvier, à la CoVe avec la demande de subvention de fonctionnement annuelle.

La subvention annuelle sera créditée au compte de l'association selon le calendrier suivant :

- Versement du premier acompte au départ de la convention à la hauteur de 30%. Cet acompte sera réglé après remise du programme des animations et manifestations.
- Versement du second acompte à hauteur de 40% à la moitié de la convention qui sera versée après remise du bilan semestriel.
- Le montant du dernier acompte sera basé sur le décompte final. Le décompte final fera apparaître le montant des acomptes versés, le montant des subventions obtenues accompagné des justificatifs. Le montant du dernier acompte sera donc le solde et sera réglé dans les deux mois après remise du bilan annuel.

Le versement de cette subvention sera effectué sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées à l'article 5.

La CoVe se libérera des sommes dues au titre de la présente convention par virement au crédit du compte :

| |
|--|
| Titulaire du compte : Association pour les énergies renouvelables et l'écologie (AERE) |
|--|

Article 5 – Obligations comptables

L'association s'engage :

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif – programme d'actions conforme à l'objet social de l'association – signé par le président ou toute personne habilitée, dans les trois mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} mai au plus tard de l'année suivante ;
- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir les dits comptes annuels dans les trois mois suivants la clôture de l'exercice.

L'association, qui est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes ou qui fait appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, s'engage à transmettre à la CoVe tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles.

Article 6 – Autres engagements

L'association communiquera sans délai à la CoVe copie des déclarations mentionnées aux articles 3 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association.

L'association s'engage à associer étroitement la CoVe lors de la définition du poste de l'animateur de l'EIE et aux entretiens de recrutement de la personne qui sera en charge de l'EIE sur le territoire de la CoVe.

Les publications officielles et circulaires issues de l'EIE seront visées par le Président de la CoVe ou son vice-président en charge de l'environnement et le Président de l'Association AERE ou son représentant. Ainsi une charte graphique spécifique sera créée pour l'EIE reprenant les logos du réseau des EIE, de l'association AERE et de la CoVe.

Article 7 – Sanctions

En cas de non-exécution de tout ou partie des engagements prévus dans la présente convention et sans préjudice des dispositions prévues à l'article 11, la CoVe peut suspendre ou diminuer le montant du versement de la subvention ou exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 8 – Contrôle de la CoVe

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la CoVe de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Article 9 – Evaluation

L'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions conformes à l'objectif, sur un plan quantitatif comme qualitatif, est réalisée dans les conditions définies d'un commun accord entre la CoVe et l'association et précisées en annexe de la présente convention.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1^{er} ; sur l'impact des actions ou des interventions, s'il y a lieu, au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général, sur les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention, y compris la conclusion d'une nouvelle convention.

Article 10 – Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

Article 11 – Résiliation de la convention

En cas de non respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Article 12 – Différends et litiges

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation.

Si néanmoins le désaccord persiste, le Tribunal Administratif de Nîmes est le seul compétent.

Article 13 – Liste des annexes

L'annexe ci-dessous constitue partie intégrante de la présente convention :

- bilan intermédiaire de l'année 2014
- présentation du programme prévisionnel pour 2015

Fait en trois exemplaires originaux,

A Carpentras, le

Pour l'association AERE

Pour la Communauté d'Agglomération
Ventoux Comtat Venaissin

Le Président

Le Président

M. Pierre CHENET

M. Francis ADOLPHE

Date de la notification :